

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Liberté, Liberté chérie

Combats avec tes défenseurs

(ROUGET DE L'ISLE)

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier -:- SAINT-PIERRE



Un peuple n'est vaincu que lorsqu'il accepte de l'être.

(FOCH)

L'UNITÉ SE FERA QUAND MÊME

Le Comité National Français à Londres a fait connaître que, par suite du désir manifesté par le général Eisenhower, Commandant en Chef des Troupes alliées en Afrique du Nord, le voyage du général de Gaulle à Alger, qui devait avoir lieu ces jours-ci, serait ajourné.

Dans tous les milieux et dans tous les pays, cette nouvelle a causé une certaine surprise. Elle a certainement produit également une déception chez tous les Français qui désirent sincèrement voir se réaliser l'union devant assurer définitivement à la France une place digne d'elle dans le camp des Nations Unies.

En effet, tous les événements de ces derniers temps laissaient prévoir à brève échéance la fusion de toutes les forces nationales françaises dans la lutte de libération pour la Patrie. Le beau discours du général Giraud dénonçant, le 14 Mars dernier, les principes et les actes du gouvernement de Vichy, l'invitation faite à de Gaulle de se rendre en Afrique du Nord, la réponse favorable et surtout l'allocution du 26 Mars du Chef de la France Combattante, l'envoi à Alger du général Georges Catroux, étaient autant de faits qui montraient clairement le désir d'entente entre les deux grands hommes qui assurent la direction de tous les Français décidés à se battre contre l'Allemagne.

Cependant, les raisons du général Eisenhower sont certainement sérieuses et sa décision a reçu l'approbation officieuse du gouvernement britannique. Il semble en effet que la situation militaire en Afrique du Nord soit actuellement incompatible avec la réorganisation profonde qu'entrainera obligatoirement l'accord Giraud - de Gaulle. Les Alliés qui viennent de développer, dans le Sud Tunisien leur seconde grande attaque avec l'enlèvement des positions fortifiées de l'oued El Akarit, sont décidés à en finir très rapidement avec les derniers éléments ennemis qui se cramponnent encore au sol Africain entre Sfax et Bizerte. Cette élimination totale des forces de Rommel et de Von Arnim va nécessiter certainement un effort considérable et immédiat de la part de toutes les unités combattantes alliées actuellement en ligne. Dans ces conditions, on peut comprendre facilement que l'on ne veuille à aucun prix que les chefs français qui commandent au front, qu'ils soient avec l'armée Giraud ou avec l'armée de Gaulle, puissent être

distracts, en quelque façon que ce soit, par les problèmes politiques que ne manquera pas de soulever la mise au point de l'organisation commune de l'Empire français.

Cette situation a été parfaitement comprise par le Comité National Français qui, tout en regrettant que les circonstances entraînent un nouveau retard à la réalisation de l'Union Nationale, tant attendue de tous les patriotes, a déclaré que la France Combattante était décidée à « attendre et voir » et gardait toute sa confiance dans les Alliés. Le porte-parole de la France Combattante a souligné, en outre, que le message du général Eisenhower, transmis par l'intermédiaire du Foreign Office, était rédigé d'une façon amicale et manifestait la volonté de coopération et de parfaite entente qui, malgré toutes les difficultés rencontrées, a toujours prévalu dans les rapports entre la grande nation américaine et les Français qui combattent.

D'autre part, Radio Maroc a communiqué que le général Giraud venait de déclarer qu'il prévoyait toujours, à brève échéance, l'unité de commandement de toutes les forces alliées. Il a dit « qu'à travers tout l'Empire français une très puissante armée est mise sur pied » et que, dans le domaine économique, la fusion des différents territoires allait se réaliser et assurer la cohésion de notre effort de guerre. Le Chef français d'Alger a ajouté que, du fait de l'attitude de Vichy, les alliés avaient conservé toujours une certaine réserve vis-à-vis de la France, mais que, depuis l'adhésion de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Occidentale à la Charte de l'Atlantique, la France avait repris, sans aucun doute possible, sa place d'honneur parmi les Nations Unies.

Ainsi, malgré le contre-temps d'Alger, l'esprit d'union nationale est toujours aussi fort et la réalisation de l'unité est toujours en bonne voie. La volonté du peuple français ne sera pas méconnue, les intérêts supérieurs et l'honneur de la France ne seront point abandonnés par leurs naturels et fidèles défenseurs.

Le message d'Eisenhower aura même eu un effet bienfaisant, car il a fourni un nouvel élément d'appréciation du patriotisme des Français. Dans le désarroi des premiers communiqués qui pouvaient laisser croire à une réaction de mauvaise humeur de la part des Fran-

L'ORDRE NOUVEAU EN AUTRICHE



Le nouvel ordre européen, c'est-à-dire la transformation du continent en un sanglant chantier de travail forcé pour l'Allemagne, en même temps qu'il unissait les nations européennes dans un désastre commun, les a séparées les unes des autres en les privant de tout contact entre elles. Ce n'est que dans les usines allemandes ou au cimetière que se rencontrent les hommes qui, hier, formaient la jeunesse et la force des pays victimes de l'Allemagne.

La faim, le froid, le manque d'informations et de moyens de transports, et enfin la terreur, aident efficacement les geôliers allemands en laissant les gens dans l'ignorance et même dans le désintéressement du sort de leurs voisins.

Maintenir le contact entre les nations européennes est cependant une chose essentielle si l'on veut rendre efficace la résistance intérieure et si l'on veut éviter que l'Europe retombe dans un chaos de nations égoïstes après la victoire.

C'est pourquoi « *La Liberté* » de St-Pierre présente à ses lecteurs des documents qui lui permettent autant que possible de s'imaginer la situation en Europe, comme la lettre des femmes polonaises au général Sikorski publiée dans notre numéro du 25 Février 1943.

Les informations que nous présentons aujourd'hui sont publiées par un journal autrichien à New-York, « *Liberté pour l'Autriche* » (« *Austrian Democratic review* »).

La première victime d'Hitler, l'Autriche, que Monsieur Waldimir d'Ormesson appela si justement « l'Allié spirituel de la France » ne figure que rarement dans les informations venues de l'Europe occupée. Ceci est dû non seulement à la situation géographique de l'Autriche mais surtout aux résultats tardifs d'une habile politique allemande menée depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler jusqu'à la guerre de 1939.

Cette propagande que les champions de la politique d'apaisement en France comme en Angleterre, n'étaient que trop prêts à accepter comme vérité, avait toujours dissimulé le véritable état de guerre existant entre l'Allemagne et l'Autriche depuis 1933, en exploitant le pseudo plébiscite qu'Hitler organisait en Autriche un mois après l'occupation pour prouver au monde que tout allait pour le mieux et que le massacre de milliers d'Autrichiens (plus de 3.000 à Vienne pendant le premier mois d'occupation) et la torture infligée à des dizaines de milliers dans des camps de concentration sans parler de l'émigration de près de 50.000 Autrichiens, fuyant le nazisme dans les 18 mois entre l'« Anchluss » et Septembre 1939, n'étaient que des incidents négligeables.

Et cependant le destin de l'Autriche est d'une importance capitale pour l'existence de l'Europe. C'est ce qu'avait bien senti le président Herriot lorsque, le lendemain de l'entrée des troupes allemandes à Vienne, il publia un article intitulé : « La fin de l'Autriche, la fin de l'Europe ».

Le 11 Mars 1943, jour du 5^{me} anniversaire de cette occupation dissimulée sous l'appellation de l'« Anchluss »

c'est-à-dire « ralliement », 40 représentants des groupements politiques autrichiens persécutés par Hitler se sont rencontrés dans les Alpes d'Autriche et ont lancé au peuple un appel à persévéérer dans sa lutte contre les Nazis.

En effet, en dehors de l'effort militaire mené par des formations autrichiennes à l'étranger, telles que l'« Austrian Unit » en Angleterre, et l'« Austrian Battalion » de l'armée des Etats-Unis, la résistance que mène le peuple autrichien depuis cinq ans contre l'occupant prussien n'a fait que croître et s'affirmer.

Si, en effet, une fraction assez importante de la population autrichienne s'était laissée gagner par les promesses d'Hitler, les actes des nazis devenus maîtres de l'Autriche leur ont bien vite ouvert les yeux. Un de ces actes était le marché honteux conclu entre Hitler et Mussolini obligeant quelques 280.000 autrichiens du Tyrol du Sud devenus Italiens en 1919 de quitter une terre que leurs ancêtres habitaient depuis des centaines d'années pour être envoyés « quelque part en Allemagne ». Et cependant aujourd'hui, tous les postes administratifs notables en Autriche sont tenus par des Prussiens. Les allemands n'ont trouvé en cinq ans que trois autrichiens pour occuper un poste important. Le premier fut le traître Seiss-Inquart, Quisling autrichien qui est maintenant Gauleiter en Hollande. Puis le général Jodl devint le conseiller militaire intime d'Hitler, après avoir contribué à « l'élimination » de l'Etat-Major autrichien. Enfin, Kaltenbrunner condamné et emprisonné en Autriche pour haute trahison, fut nommé par Hitler successeur de Heydrich, chef de la Gestapo que des patriotes tchèques ont tué à Prague.

Vienne aussi bien que Prague sont des lieux de séjour peu confortables pour les Allemands qui, par milliers, se sont réfugiés des bombardements croissants de l'Allemagne dans ces villes éloignées des bases alliées. A Vienne, le gauleiter allemand a dû demander des renforts en troupes S. S. et en personnel de la Gestapo devant l'accroissement continual du sabotage. Une faible partie seulement des mesures de représailles est connue. Cependant la liste des exécutions pour haute trahison et sabotage dans la région viennoise, publiée par les allemands, mentionne 16 noms en Novembre, 17 en Décembre 1942 et 15 en Janvier 1943.

Après avoir éliminé les classes dirigeantes et l'intelligence du pays, les Allemands croyaient pouvoir disposer du peuple. Ils se sont trompés. Ils ont dissous les régiments et les divisions autrichiennes, mais il a fallu des sous-officiers prussiens pour commander les compagnies qui ont toujours été envoyées au combat là où le danger était le plus évident. A Stalingrad, les sous-officiers les forçait à l'attaque, révolter au poing. Tout homme qui s'arrêtait ou se retournait était abattu.

Le 14 Décembre 1942 et le 3 janvier 1943, radio Moscou diffusait un appel signé d'un grand nombre d'Autrichiens qui avaient pu rejoindre les lignes russes et qui incitaient leurs compatriotes à suivre leur exemple. Ce qui les retient, ce sont les représailles terribles qui attendent leurs familles si leur « désertion » est connue.

UN DOCUMENT

Allemands et Juifs

Traduit du: *Reader's Digest*, Février 1943, p. 107

Trois millions de Juifs vivaient en Pologne avant la guerre, 900.000 en Roumanie, 900.000 en Allemagne, 750.000 en Hongrie, 150.000 en Tchéko-Slovaquie, 400.000 en France, Belgique et Hollande.

De ces six millions, un tiers a déjà été massacré par les Allemands, Roumains, Hongrois; et les plus modérées des prévisions estiment qu'avant la fin de la guerre un autre tiers aura péri.

Ces chiffres ne comprennent pas les Juifs tués à la guerre, notamment dans les rangs des Russes. Sur trois millions de Juifs qui habitaient la Russie, plus de 700.000 ont combattu dans les armées des Soviets. Ce sont les plus heureux Juifs de l'Europe, qui ne figurent pas dans le cauchemar Israélite.

Les millions de Juifs qui furent brûlés, pendus ou fusillés ne connaissaient pas en mourant l'idéal des vaillants Grecs, Hollandais, Français et Tchèques, de venger une honte ou de libérer une patrie. Ces grandes forces qui soutiennent l'âme humaine sont inconnues des Juifs. Car ils ont beau vivre dans un pays et le servir de leur mieux, il ne sera jamais le leur.

A Fribourg dans la Forêt Noire, deux cents Juifs furent pendus, et laissés se balancer aux fenêtres, pour voir leur synagogue brûler et leur Rabbi flagellé à mort.

A Szczucin en Pologne, dans la matinée du 23 Septembre, tout le village était à la synagogue pour prier. Des camions stoppèrent sur la place. Les Allemands en sortirent, torches en mains, et mirent le feu à la synagogue. Ceux qui sortaient en courant des flammes étaient fauchés à la mitrailleuse. Ils saisirent les femmes, les dépouillèrent et, à coups de fouets, les firent courir nues sur la place du marché. Aucun n'échappa.

A Wloclawek aussi les Allemands arrivèrent pendant que les Juifs étaient à prier. A coups de fouets et de baïonnettes ils les forcèrent à nettoyer les latrines avec leurs châles de prières. Au coucher du soleil tous étaient morts.

A Mogielnika, à Brzeziny, à Wengrow, et à beaucoup d'autres endroits, les Allemands vinrent avec torches et baïonnettes, abreuvèrent les Juifs d'humiliations avant de les tuer lentement, pour jouir plus longtemps de leur massacre.

A Varsovie en 1941 on a tenu un compte: au bout de 12 mois, 72.279 Juifs avaient péri. Le plus grand nombre, fusillé; mais des milliers furent fouettés à mort et tués à la baïonnette pour le crime plus grave d'avoir prié Dieu pour leur délivrance.

Dans les sept mois qui suivirent Juin 1941, soixante mille Juifs furent massacrés en Bessarabie et Bukovine. Davantage furent tués à Minsk. Ils étaient pendus aux fenêtres, brûlés vifs ou battus à mort sur la place du marché. Ce fut un temps de liesse pour les Allemands.

Ceux de France, Hollande et Belgique, qui furent empilés dans des wagons de marchandises moururent debout, car il n'y avait ni place, ni nourriture, ni eau, ni air.

En Russie conquise, leurs corps obstruent le cours du Dniepper; et on leur reproche d'avoir empoisonné les eaux avec leurs cadavres...

En Ukraine, les Allemands s'irritèrent de ce que le Juif coûtait trop cher à tuer. Ils imaginèrent une méthode plus économique: les femmes et les enfants furent liés sur les routes, puis ils passèrent dessus avec leurs lourds camions. Des milliers périrent ainsi, des chars de guerre passant et repassant sur leurs corps brisés.

A Ungheni, en Roumanie, on les accusa de crimes contre la police. Trois mille furent accusés. Les Allemands les suivirent chez eux, avec défense de gaspiller sur eux des cartouches. Il fallut deux jours pour les assommer à coups de crosse et de baïonnettes.

De ceux qui se sont suicidés par désespoir, aucun compte ne peut être établi: les estimations varient de cent mille à deux cents mille.

Et ce n'est pas fini!...

● L'ORDRE NOUVEAU... *Suite de la page 2:*

La politique allemande à l'égard des soldats autrichiens est suffisamment illustrée par les chiffres suivants:

Schwanensadt: 2.500 habitants - 215 morts.

Mitterndorf: 600 habitants - 42 morts, 165 blessés.

Sanerbrunn: 1.500 habitants - 140 morts, 320 blessés, etc....

Il est probable que les proportions des pertes est la même pour toute la population de l'Autriche, ce qui équivaudrait à plus d'un demi million de tués dans un pays dont le total d'hommes mobilisables était estimé à environ 750.000.

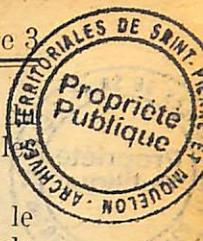
Et pour terminer, voici le texte d'une lettre trouvée sur un soldat autrichien à Stalingrad qui laisse entrevoir toute la misère et la famine que ce peuple courageux supporte au bout de cinq années d'oppression et de privations.

« Tu veux savoir ce qui s'est passé à Vienne depuis ton départ. Rien de bon. Les rations de viande ont été réduites à 100 grammes, les autres rations également diminuées. Nous n'avons pas de pain. C'est en Juin que nous avons reçu de l'huile pour la dernière fois. La margarine est aqueuse, le beurre aussi.

Nous ne mangeons que des pommes de terre avec un léger goût de viande. Bientôt nous mangerons des chats, des chiens et peut-être des punaises.

Pendant l'été, il n'y avait que des pommes de terre sèches, sans graisse ni huile. Tout le monde souffre de maladies intestinales. Je suis si faible que je tiens à peine debout. Je ne crois pas que je supporterai cette vie encore pendant une année.... »

C. L.





UN DISCOURS DU MARÉCHAL

Le maréchal Pétain vient de prononcer un discours. Etant donné la situation tragique dans laquelle se trouve actuellement la France, on pouvait supposer que le chef du gouvernement de Vichy allait enfin donner quelques précisions sur les buts immédiats de sa politique.

L'occupation de la totalité du territoire national par les armées ennemis, la mobilisation des citoyens français et des ressources françaises pour le service de l'ennemi, les réquisitions massives de produits alimentaires qui affament le pays pour nourrir l'envahisseur, la menace de plus en plus précise d'une invasion du continent par les Alliés, invasion devant porter à nouveau les armées belligérantes sur notre territoire, les révoltes organisées et généralisées comme celle de Savoie, voilà autant de faits qui posent certainement de redoutables problèmes aux dirigeants actuels de la France métropolitaine. Il paraissait difficile que le maréchal puisse parler sans essayer d'éclairer quelque peu ses compatriotes sur les mesures qu'il compte prendre pour résoudre tous ces problèmes.

Cependant, encore une fois, Pétain a évité tous les sujets brûlants et son discours est aussi magnifiquement vide que ceux qui l'ont précédé depuis Juin 1940. C'est à peine si, devant le colossal fiasco de sa politique, Monsieur le Maréchal parle, incidemment, des « désillusions » qu'ont pu éprouver les Français au sujet de cet « âge d'or » que devait leur apporter le régime de l'Hôtel du Parc.

A part cela, l'essentiel du message est constitué par les affirmations que nous connaissons bien, qui sont répétées sous diverses formes et qui se résument à peu près ainsi: « Je suis votre sauveur; je me suis donné entièrement à la France; je suis le héros français des temps modernes; ayez une confiance aveugle en ma sagesse et en mes promesses; suivez-moi sans hésiter et sans discuter. » Ces affirmations ont leur contre-partie habituelle, c'est-à-dire: « tous les Français qui se battent contre l'Allemagne sont des traitres et des lâches » et « nos ennemis sont les Alliés ». Pétain a simplement ajouté deux victimes à son habituelle liste noire: Giraud et les Américains, qui partagent maintenant avec de Gaulle et les Anglais la haine du vieux maréchal.

On trouve cependant dans ce dernier discours un élément nouveau: c'est l'insistance du Chef du gouvernement de Vichy à affirmer que l'autorité qu'il détient a une base légale et que son pouvoir n'est pas usurpé. Il rappelle à plusieurs reprises que ce sont les chambres françaises qui lui ont donné le mandat de faire une nouvelle constitution. Il semble que Pétain se soit préoccupé ainsi de répondre au dernier discours de Giraud où le général dénonçait le coup d'Etat de Juin 1940 et déclarait nulle et non avenue la législation de Vichy qui, affirmait-il, était non seulement calquée sur celle du vainqueur mais encore imposée en grande partie par l'ennemi.

Les arguments de Pétain sont évidemment très faibles, car, en admettant que le Congrès de Juin ait été capable de délibérer et de voter en toute liberté, ce Congrès pouvait modifier la Constitution existante, comme il

l'avait fait déjà par la loi de 1884, mais il n'avait aucun mandat lui permettant d'abolir la Constitution de 1875, et, surtout il n'avait aucun droit de faire une nouvelle Constitution et encore moins de déléguer des pouvoirs à un seul homme pour procéder à l'élaboration de cette Constitution. Seule une assemblée nationale constituante, spécialement élue à cet effet, aurait pu procéder à une telle opération. Cependant, il nous semble qu'en s'étendant sur cette question de la légalité de son autorité, le Maréchal perde un peu le sens des proportions. Ce qui intéresse les Français c'est moins de connaître, aujourd'hui, quels sont les fondements de l'autorité de Vichy, que de savoir comment Vichy use et usera de cette autorité dans les heures graves que traverse le pays.

En écoutant le Maréchal on a la pénible impression d'entendre un homme qui vit en dehors des formidables événements qui bouleversent le monde et dont les répercussions se font si lourdement sentir en France. Soit par suite d'une défaillance sénile, soit parce qu'il est soigneusement « chambré » par son entourage, le Chef de Vichy semble tout ignorer de la guerre en cours comme des misères de la France. Il semble s'en tenir, obstinément, à sa vieille conception d'une France neutre et qui devrait être capable de poursuivre une vie paisible au milieu du conflit mondial. Le Maréchal ne semble pas s'apercevoir, aujourd'hui plus qu'en 1940, de l'absurdité de cette conception alors que notre sol n'a jamais cessé d'être un champ de bataille, alors que maintenant les soldats, les tanks, les avions allemands sont partout casernés et entreposés aux quatre coins de notre territoire. Malgré les troupes de Stuepnagel et les agents d'Himmler se promenant jusque dans les rues de Vichy, Pétain continue à parler comme s'il était dans une France souveraine et libre de ses décisions.

Pourtant, il n'y a pas qu'une ignorance, inconsciente ou voulue, dans le lamentable discours du Chef de Vichy. Car, si le Maréchal ne veut pas voir les tanks et les avions allemands, il voit très bien, par contre, les avions alliés, et il s'indigne du bombardement des objectifs militaires sur notre sol; car, s'il ne veut pas connaître les exactions et les réquisitions allemandes, Pétain continue à accuser les anglo-saxons d'affamer la France par le blocus.

Encore une fois, il est pénible d'avoir à discuter ou à réfuter des arguments qui sont manifestement dictés par le plus évident des parti-pris et par la plus solide mauvaise foi. Nous nous bornerons à faire remarquer au Maréchal que la France est encore en guerre, qu'elle n'est jamais sortie de la guerre. Elle n'en est jamais sortie au point de vue du droit, puisque, malgré les promesses de Pétain en 1940, Vichy n'a jamais pu obtenir la signature d'une paix avec le vainqueur. Elle n'en est jamais sortie pratiquement, puisque les deux tiers, puis la totalité de son sol ont toujours constitué une base militaire pour les forces ennemis et un centre d'approvisionnement pour la machine de guerre nazie. Si aujourd'hui les usines Renault et les autres centres industriels de la France sont écrasés sous les bombes anglaises et amé-

La France métropolitaine et la France Combattante

Le Comité militaire national des F. T. P. (Francs-Tireurs et Partisans) a adressé récemment une lettre au général de Gaulle. En voici des extraits.

« Nos effectifs sont composés d'hommes, de femmes et de jeunes gens, sans distinction d'opinions politiques ou religieuses. Ils rassemblent pour un même but des ouvriers, des intellectuels, des commerçants, des paysans. De plus, les F. T. P. reçoivent une aide matérielle appréciable de la part d'un nombre grandissant de petits patrons et d'industriels. On trouve enfin, parmi leurs cadres, des officiers et sous-officiers de réserve. La discipline, quoique très rigoureuse, est librement acceptée. ».....

« Les F. T. P. éditent un matériel de propagande clandestin sous forme de journaux et de tracts, notamment le journal « **France d'abord** », et divers journaux régionaux comme « **Francs-Tireurs** », « **Le Libérateur** », « **Valmy** », « **Le Vengeur** ». Des brochures destinées à l'instruction militaire, au travail de sabotage et de destruction, sont publiées. Toutes ces publications ont un tirage variant entre 20.000 et 100.000 exemplaires ».....

« Notre action n'est certes pas comparable, ni par ses résultats, ni par l'ampleur des sacrifices, à l'action des guérillas yougoslaves, et à celle des innombrables partisans soviétiques. Mais nous avons conscience cependant de participer modestement à la même guerre, aux mêmes combats, avec un même sentiment d'ardeur patriotique. Notre lutte n'aspire qu'à être digne de la France, en cherchant à égaler les prodiges accomplis par les partisans de tous les pays contre un même envahisseur. ».....

Et voici l'émouvante conclusion de ce document pathétique:

« Nous combattons pour la liberté avec la volonté de jouir de ses bienfaits avec tous nos compatriotes, unis dans la volonté de chasser au plus tôt l'envahisseur, de punir les traitres, et de venger nos martyrs. Pour vaincre nous sommes prêts à tous les sacrifices... Nous savons, quand il le faut, donner notre vie comme vos soldats de Bir-Hacheim, ou comme ceux mêlés au combat de la VIII^{me} armée britannique. Cependant le combat des F. T. P. est dur. Ils ne peuvent le mener, ni vêtus d'un uniforme leur donnant des droits généralement reconnus à tous les soldats, ni dans l'exaltation que donne la bataille au coude à coude, face à l'ennemi. Tombés aux mains des occupants, leurs corps sont envoyés à la morgue après la torture qui leur a écrasé le crâne ou rompu les membres, ou bien enterrés clandestinement par une police dont rien ne permettra d'oublier les crimes ».....

« Les F. T. P. se battent, font la guerre et savent mourir avec un courage et un cœur de soldat. C'est pourquoi ils demandent au grand soldat que vous êtes de ne pas laisser ignorer plus longtemps qu'ils font aussi partie de la France Combattante ».....

« Leur plus ardent désir de soldats obscurs, inconnus, confondus dans la foule ardente des patriotes, afin de

pouvoir mieux frapper l'ennemi, est de voir se former à l'appel de la France Combattante, et sur tout le territoire français, l'Armée française de la Libération pour en finir avec l'ignoble occupant dont la France tout entière est souillée. Le seul droit auquel prétendent tous les Francs-Tireurs et Partisans de France, sera d'y prendre leur place pour se battre avec honneur et discipline. »



Un témoignage du prestige de la France Combattante

Voici quelques communiqués qui nous sont parvenus au sujet de l'action des Forces Françaises Combattantes dans les dernières opérations militaires du Sud Tunisien.

1) A la suite de l'attaque allemande sur Ksar Rhilane, au Sud-Est de Gafsa, position défendue par les troupes du Tchad, le général Leclerc adressa à ses soldats l'ordre du jour suivant qu'il vient de faire connaître : « Les Boches voulaient prendre Ksar Rhilane; ils attaquèrent avec environ cinquante engins blindés. Aidés par leurs camarades britanniques et grecs, les troupes du Tchad leur ont infligé un échec cuisant et leur firent subir des pertes sévères. Le premier contact avec les troupes boches fut une victoire, les autres seront du même genre. Vive de Gaulle ! Vive la France ! »

2) Le service de presse de la France Combattante mande que, le 1^{er} Avril, la municipalité de Gabès remit le message suivant pour le Général de Gaulle au Chef de bataillon commandant les premières troupes des Forces Françaises Libres arrivant dans la ville : « La population de Gabès accueille avec enthousiasme les premiers soldats du général de Gaulle, symbole de la libération. En envoyant à leur Chef le témoignage de son indéfectible fidélité et de sa foi dans l'union de tous les Français, elle souhaite qu'il réalise ce qui a été son programme dès la première heure. »

3) Le général de Gaulle a envoyé le télégramme suivant sa réponse à celui de la municipalité de Gabès : « Je remercie la municipalité et la population de Gabès du message de fidélité et des vœux qu'elles ont bien voulu m'adresser ainsi que la réception enthousiaste qu'elles ont réservé aux troupes du général Leclerc. Je leur promets qu'en dépit des retards et des obstacles l'union des Français se fera et je leur promets qu'elle ne se fera que dans le respect de l'esprit de la France Combattante qu'inspire aujourd'hui la France entière. »

Ainsi, à Gabès comme à Alger, la population est avec les Français Combattants, ainsi dans tout l'Empire comme dans la Métropole les Français veulent s'unir dans le combat.

ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON

Au temps du Conseil Général (*Suite*)

Que la digue de votre Barachois me serve de transition, Messieurs les Conseillers généraux, pour vous dire avec l'autorité que me donne moins mon titre de Gouverneur intérimaire qu'un long séjour parmi vous, que ce n'est pas du côté de la ville que vous devez tourner spécialement vos regards, mais du côté de la mer, du côté du port. Du côté du port où intérêts métropolitains et intérêts locaux sont en jeu, mêlés dans une étroite solidarité, contribuant tous à la fortune du pays. Vous ne ferez jamais assez de cales, assez de quais, assez de débarcadères. Un exemple vous fera toucher du doigt les regrets que peut causer, dans la suite du temps, la négligence en fait d'améliorations maritimes.

Un jour est venu où notre service postal a été accompli par un vapeur construit avec des capitaux français. A cause de ses dimensions, il ne peut se contenter de la cale qui lui a été affectée pour les nécessités de son déchargement, et alors, obligé de demander une seconde cale qui satisfait à d'autres besoins, il est en butte à d'assez vives récriminations, de sorte que nous venons à regretter que dans les dépenses engagées on ait omis la construction d'un wharf qui eut permis de concéder à ce vapeur les commodités d'accostage qu'il trouve dans les ports voisins.

Ayez toujours devant les yeux l'intérêt de la colonie, et l'intérêt de la colonie, voyez-vous, c'est son accessibilité à tous les navires, les facilités de chargement et de déchargement, ses communications avec le dehors. Sortez de ce particularisme étroit qui vous faisait dire aux électeurs: « St-Pierre aux St-Pierrais. » A cette formule sans élévation, combien je préférerais cette autre plus conforme au génie de votre race: « Tout pour la pêche et par la pêche. »

Tant que vous demeurerez fidèles à cette devise, vous serez dans les saines traditions de votre mandat représentatif. Ainsi doit-on vous savoir gré de la libéralité avec laquelle vous avez accordé des primes d'encouragement aux pêcheurs St-Pierrais pour la réoccupation du French Shore.

Ce n'est pas seulement une occasion que vous avez fournie à ces braves gens de subvenir plus largement aux besoins de leurs familles en élargissant la période de pêche. Le but est plus haut. Grâce à vous, par suite de la raréfaction de plus en plus grande des bâtiments métropolitains sur la côte, les priviléges que nous tenons

des traités ne tombent pas en désuétude, et vous aiderez dans la mesure de vos moyens les vaillants officiers de notre marine militaire à défendre l'intégrité de nos droits de pêches que nous considérons comme faisant partie du patrimoine de la France. (1)

Elevez vos cœurs au-dessus de l'horizon borné de la ville. Le pays n'est pas tout entier dans cette petite agglomération St-Pierraise, certes intéressante, mais qui ne doit pas être l'objet spécialisé de votre pensée dominante. Sa prospérité, son rayonnement au dehors, sont liés à d'autres causes, notamment à l'appui que vous recevez de la métropole, et au concours que vous devez, par réciprocité, prêter à la nation française en secondant les vues de son gouvernement. Si vous comprenez ce rôle, vous ne serez plus seulement les citoyens d'une parcelle de terre, détachée au milieu des flots, sur laquelle plane le drapeau national. Vous ferez plus et mieux. Vous serez les serviteurs de la France à laquelle vous apporterez comme tribut tout ce qui peut contribuer à l'extension de ses affaires.

Unissez-vous donc à moi pour envelopper dans un même cri les aspirations qui sont au fond de tous les cœurs:

Vive la République !

Vive la France !

Vive la Colonie de Saint-Pierre et Miquelon !

FIN

(1) Par le traité du 8 Avril 1904, la France a abandonné à l'Angleterre les droits qu'elle possédait en vertu du traité d'Utrecht sur la côte de Terre-Neuve. Les occupants ont été indemnisés.

LA LIBERTÉ de Saint-Pierre et Miquelon est publiée à Saint-Pierre et imprimée à l'Imprimerie du Gouvernement.

Prix de l'abonnement:	
Pour le Territoire:	1 an... 50 fr.
	6 mois 26 fr.
France et Colonies:	1 an... 70 fr.
	6 mois 40 fr.
Etranger:	1 an... 3 dollars U.S.A.
	6 mois 2 dollars U.S.A.
Canada:	1 an... 3 dol. 50 Canad.
	6 mois 2 dol. 50 Canad.

Prix des Annonces:	
(Payable d'avance)	
1 à 6 lignes.....	16 fr.
Chaque ligne en sus.....	3 fr.
Chaque annonce répétée, moitié prix	
Les avis et annonces doivent être remis 4 jours avant la publication	

Les abonnements sont reçus, pour les Etats-Unis au Bureau de la Free French Delegation, 626 Fifth Avenue, New-York City; et pour le Canada, au Service d'Information de la France Libre, 448, Avenue Daly, Ottawa, Canada.



LE RALLIEMENT DE LA GUYANE FRANÇAISE

• A la suite des événements qui, au milieu de Mars dernier, amenèrent le départ du gouverneur de Vichy et le ralliement de la Guyane et du territoire de l'Inini à la cause de la France Combattante, l'Administrateur du Territoire avait envoyé un message de félicitations et d'amitié au Maire de Cayenne qui présidait le Comité dont l'action amena la libération de ce nouveau territoire français.

M. Sophie vient de répondre à l'Administrateur. Nous reproduisons les textes des deux télégrammes:

« Saint-Pierre, le 21 Mars 1943.

Monsieur Sophie

Maire de Cayenne Guyane française (Amérique du Sud)

« La population du Territoire des Iles Saint-Pierre et Miquelon salue avec enthousiasme votre ralliement à la France Combattante stop Nos deux Territoires français d'Amérique ont eu à secourir le joug des mêmes autorités de capitulation stop Ils combattront désormais côté à côté fraternellement unis dans le même but: la Victoire qui libérera la France. »

Docteur de Curton Administrateur du Territoire. »

« Cayenne, le 6 Avril 1943.

Docteur de Curton Saint-Pierre et Miquelon

« Vous remerciez votre chaleureux message traduisant magnifiquement situation nos deux colonies d'Amérique stop La Guyane salue fraternellement votre courageuse population qui honore la France Libre qui vaincra. »

Sophie

Ainsi, à Cayenne, comme partout dans l'Empire français et sur le territoire métropolitain, les sentiments des Français sont nets: le peuple est avec la France libre, pour le combat, contre Vichy et la capitulation. Il est réconfortant de voir que toutes les manœuvres, d'où qu'elles viennent et quels que soient leurs motifs et leurs auteurs, n'y peuvent rien changer.

• L'UNITÉ SE FERA... Suite de la page 1:

cais combattants, certains de nos compatriotes ont pu espérer que les efforts des généraux de Gaulle et Giraud allaient être voués à un échec certain et que la rentrée de la France dans la guerre était irrémédiablement compromise. Les bruits les plus extraordinaires ont circulé certains vichystes impénitents ont même colporté la nouvelle que la France Combattante venait de rompre avec les Etats-Unis ! Et toute la clique pro-allemande de se réjouir de cet élément de discorde qui paraissait surgir dans le clan de la liberté; tant il est vrai que Vichy est prêt à accueillir avec des transports de joie toute nouvelle qui paraît indiquer un affaiblissement des forces françaises.

Malheureusement pour les vichystes, rien ne pourra briser la détermination guerrière de la France en lutte pour sa liberté; malheureusement pour les fidèles de Pétain, rien ne pourra briser l'unité française dans le combat pas plus que l'unité des nations qui ont connu l'horreur de la menace hitlérienne. Nous sommes sûrs que, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé, les Français pro-allemands, se sont encore une fois lourdement trompés sur les intentions de nos alliés américains.

R. D.

■ UN DISCOURS DU... Suite de la page 4

ricaines, à qui la faute sinon à ceux qui mettent les usines françaises au service de l'Allemagne ? Si des ouvriers français sont tués au cours de ces bombardements, à qui la faute sinon au gouvernement qui, par une odieuse organisation du chômage et de la misère, oblige les ouvriers à travailler dans ces mêmes usines pour gagner leur pain ? Si la France, pays qui pourrait se suffire à elle-même par une production agricole aussi variée qu'abondante, est aujourd'hui affamée, à qui la faute sinon à ceux qui favorisent les réquisitions au profit de l'ennemi ? Si la France, pays le plus riche du monde, est aujourd'hui aux portes de la faillite, à qui la faute sinon à ceux qui ont laissé dans les caves de la Banque de France, c'est-à-dire à la disposition de l'ennemi, les masses d'or qui sont la garantie des sommes astronomiques que paient volontiers à Hitler « les prébendiers de la défaite ».

Le régime de Vichy n'avait, ne pouvait avoir, qu'une justification: administrer la France en sauvegardant le plus possible de sa dignité et de ses ressources. Le régime de Vichy s'est au contraire appliqué à mobiliser les ressources françaises au profit de l'ennemi. Les hommes de Vichy, au lieu de respecter cette «neutralité» dont ils prétendent faire si souvent état, ont déclaré ouvertement qu'ils souhaitaient la victoire allemande et qu'ils voulaient tout faire pour cette victoire.

Aussi, quand, aujourd'hui, le chef de ces alliés effectifs de l'Allemagne nous parle, nous savons qu'il le fait au nom d'Hitler et c'est la seule chose qui compte pour nous. Pétain peut agir légalement ou comme chef d'un gouvernement de coup d'Etat, cela nous importe peu: ce qui nous importe, c'est que l'étain couvre Pierre Laval, Pierre Laval qui fait travailler nos usines pour le Reich et qui envoie chaque jour dix mille personnes de chez nous en Allemagne; voilà les actes sur lesquels l'Histoire jugera. Toutes les tirades ronflantes sur « l'honneur » ne dissimuleront pas le fait qu'un Maréchal de France, sous la protection des baïonnettes allemandes, accepte de promulguer les décrets et les lois d'un traître et d'un bandit. La France, lorsqu'elle sera en mesure de se faire justice, n'admettra jamais qu'un homme ait été assez ignorant ou assez sénile pour méconnaître ainsi l'honneur et les intérêts de sa patrie.

R. D.

Pour continuer à combattre sur tous les fronts du monde — Angleterre, Atlantique, Egypte, Lybie, Méditerranée, Océan Indien, Pacifique, Russie — pour remplacer les braves qui tombent chaque jour, la FRANCE a besoin de tous ceux qui ont la liberté de prendre les armes

ENGAGEZ-VOUS

dans les Forces Françaises Libres



Le pillage allemand et italien

Les récentes informations qui nous sont parvenues d'Afrique du Nord et de Dakar permettent de se rendre compte de ce que sont les réquisitions de l'ennemi dans les territoires français qu'il tient sous sa domination.

Au cours des deux années qui précédèrent le débarquement des Alliés, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'A.O.F. furent vidées systématiquement de leurs produits essentiels. Alors que les autorités allemandes et celles de Vichy s'efforçaient de persuader les Français de la métropole que la rareté des denrées était due au blocus britannique, les commissions d'armistice les distribuaient en quantités énormes en direction de l'Italie, de l'Allemagne et de la Libye.

Le ravitaillement de l'armée de Rommel fut en partie assuré grâce à ce pillage éhonté. C'est ainsi que le matériel roulant algérien vit sa capacité annuelle de transport réduite de 340.000 tonnes à 90.000. Le nombre des camions passa de 15.000 à 3.800. Les stocks d'huile en Afrique du Nord et en Afrique Occidentale tombèrent de 90.000 tonnes à 40.000.

Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'à leur arrivée les Alliés durent apporter avec eux les produits alimentaires aussi bien pour leurs troupes que pour la population indigène. Grâce aux envois d'Angleterre et surtout d'Amérique la vie se normalise peu à peu. Les arrivages de blé, de viande de conserve et de lait condensé - dont 147.000 rations sont distribuées chaque jour aux enfants par la Croix Rouge - contribuent grandement à alléger les mesures de contrôle alimentaire qui durent être imposées. Toutefois, en dépit des efforts considérables des autorités locales et des autorités d'occupation, les difficultés de transport et les épidémies déclarées parmi le cheptel, rendent encore difficile le rétablissement intégral des stocks de viande nécessaires.

Ces renseignements nous permettent de constater que l'Afrique du Nord et l'Afrique Occidentale, après deux ans du régime de l'armistice, étaient dans la même situation que les Etats du Levant sous mandat français en Juillet 1941. Là comme en Syrie et au Liban, l'arrivée des forces alliées et l'institution d'un régime vraiment français a sauvé les populations de la famine. Ces faits n'empêchent pas le Maréchal de continuer ses accusations contre le « blocus » anglo-saxon.

AVIS

L'Administrateur du Territoire rappelle à la population qu'il existe à Saint-Pierre un Bureau de Placement. Ce Bureau siège au Commissariat de Police (Gendarmerie), et toutes offres et demandes d'emplois peuvent y être adressées.

A l'avenir, chaque semaine, il sera publié dans ce journal, un relevé des offres et demandes d'emplois enregistrées au Bureau de Placement de Saint-Pierre durant la semaine précédente. Ce relevé comportera une description succincte du genre de travail et des salaires offerts ou sollicités.

Il convient de rappeler, à cette occasion, que les majorations de secours pour personnes à charge sont maintenues aux chômeuses et nécessiteuses acceptant un emploi ne donnant pas droit aux allocations familiales servies par la Caisse de Compensation des Iles Saint-Pierre et Miquelon.

Etat-Civil de Saint-Pierre

NAISSANCES:

3 Avril. — Le Dù, Yvette-Emilie-Claire

7 Avril. — Hebditch, Yvette-Marie-Yvonne-Gracieuse.

ABONNEZ-VOUS:

VOUS NOUS AIDEREZ.

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs

Essences -:- Huile de lin -:- Mastic -:- Vernis

Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres

PATUREL FRERES

COMMISSION

CONSIGNATION

ALIMENTATION

GROS & DÉTAIL

Eugène THÉAULT

QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE

POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE

SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES